ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2e Circonscription de Haute-Savoie

Mouvement des Radicaux de Gauche

Jean ETTORI

Membre du Comité Directeur National

Suppléant : Docteur Maurice GUIEU

Electrices, Electeurs,

LE PROJET DE LA GAUCHE NE SERAIT RIEN s'il ne portait la promesse d'une vie nouvelle. Plus heureuse, plus libre. En ce sens, à son Congrès de La Rochelle, notre Mouvement a adopté un rapport, qui vise à libérer l'individu de cinq carcans pesant sur lui.

Contre ces cinq agressions ou menaces principales — le système politicien, l'Etat omniprésent, la technocratie, la société d'uniformité et la société de pollution —, il faut affirmer des droits nouveaux, des libertés nouvelles, qui sont les libertés modernes, nécessaires à notre temps.

CASSER LE SYSTÈME POLITICIEN

Première ambition : casser le système politicien. Changer la vie publique, pour qu'elle cesse d'être une profession, un spectacle et une parodie de guerre civile.

Déprofessionnaliser la politique, d'abord. Pour qu'elle cesse d'être le monopole de « professionnels », cumulant portefeuilles, sièges et mandats. Pour que la politique redevienne l'affaire de chacune, de chacun, le MRG propose donc l'impossibiilté de cumuler avec un mandat national plus d'un mandat local.

Déspectaculariser la politique, ensuite, empêcher les campagnes électorales ultra-personnalisées et très dispendieuses, rétablir l'égalité entre les candidats. En plafonnant les dépenses électorales dans chaque circonscription. En faisant financer par l'Etat une large partie des dépenses électorales.

Dédramatiser la politique, enfin, qui a trop souvent l'aspect d'une « guerre civile froide », confrontant convulsivement majorité et opposition. En démocratie, l'opposition doit pouvoir se faire entendre pleinement. Le MRG propose donc d'étendre ses droits : droit au contrôle parlementaire accru, droit à l'« expertise », droit à l'antenne, juridictionnellement garanti, etc. De la sorte, de nouveaux rapports, plus pacifiques et plus équitables, s'établiront entre majorité et opposition.

LIMITER L'ETAT

Un autre carcan empêche la France et les Français de s'épanouir librement, c'est l'impérialisme de l'Etat central, omnipotent, omniprésent.

Longtemps — et c'était alors souvent vrai — la gauche a cru que le progrès était lié à l'intervention sans cesse accrue de l'Etat. Mais, pour sa part, le radicalisme n'a pas attendu les « nouveaux philosophes » pour défendre « le citoyen contre les pouvoirs ». Avec Alain.

Avec le radicalisme renaît donc une tradition inverse de la gauche. Celle qui lutte contre les grands appareils de domination, contre les organisations centrales, avides de tout régir, de tout régler, de tout dicter d'en haut. Celle qui rend la vie aux initiatives et aux décisions locales, aux individus, aux collectivités et aux associations.

L'objectif, c'est de rendre vie à la « société civile », écrasée et anesthésiée par l'Etat. C'est de desserrer ce carcan. C'est de redistribuer le pouvoir du haut vers le bas. C'est de faire exister une vraie démocratie — une démocratie de la base et non plus du sommet.

Dans cette perspective, le MRG propose de développer le « pouvoir communal » (extention du référendum communal, etc.) et la démocratie régionale (assemblée régionale élue au suffrage universel direct et élisant son président), qui servira d'exécutif à la région.

MAITRISER LA TECHNOCRATIE

Le troisième carcan, c'est l'appareil administratif tentaculaire, conduit par une technocratie arrogante, qui écrase les fonctionnaires comme les citoyens. Le MRG propose de soumettre l'administration au contrôle accru du Parlement (par



l'essor de commissions de contrôle aux séances désormais publiques), de renverser la tradition du secret des documents et dossiers administratifs en instaurant un véritable droit à la communication au bénéfice des citoyens, d'obliger l'administration à motiver ses décisions et de la contraindre à exécuter les décisions de justice rendues contre elle.

Enfin, au lieu et place du médiateur, nommé par le gouvernement, saisi seulement par le canal des élus et investi de faibles pouvoirs, il faudrait instituer un Délégué national aux libertés.

Elu pour cinq ans par le Parlement, ce délégué pourrait être saisi par quiconque. Il aurait un libre pouvoir d'investigation et d'instruction auprès de toutes les administrations et collectivités publiques auxquelles il pourrait adresser des remontrances publiques. Une fois par an, il dresserait un rapport de son action au Parlement, en lui présentant un « message sur l'état des libertés ».

INVERSER LA SOCIÉTÉ D'UNIFORMITÉ

Autre carcan : la société d'uniformité, qui impose ses normes, qui s'emploie à banaliser, à standardiser tous les individus, en les pliant à tous les conformismes nécessaires au fonctionnement des grands appareils bureaucratiques.

Le MRG veut, au contraire, inverser la société d'uniformité. En posant à la base le principe du droit à la différence. En respectant la diversité des cultures, des mœurs, des genres de vie.

Diversité des régions : pourquoi imposer le même modèle uniforme, la même chape de plomb, de Brest à Menton, de Lille à Bayonne ? Pourquoi ne pas reconnaître — dans le respect de l'unité nationale, ainsi enrichie et renforcée — le droit de chaque région à son identité, à sa tradition, à sa culture ?

Diversité des informations : à l'évidence, la liberté de l'information ne doit plus être l'apanage des grands groupes capitalistes ou de lourds appareils de l'état. Pour permettre la meilleure expression des forces régionales, des mouvements culturels ou des groupes minoritaires, le MRG propose donc d'abroger le monopole de la radio. Car, à la différence d'autres médias, celle-ci n'exige pas le recours à des investissements massifs et coûteux.

INTERDIRE LA SOCIÉTÉ DE POLLUTION

Le dernier carcan, c'est la société de gaspillage et de pollution. Désormais, il faut protéger ce qu'on pourrait appeler la « sécurité de la vie », agressée par les stresses et les nuisances.

Pour prévenir les pollutions et les nuisances, le MRG propose la priorité aux systèmes de recyclage et aux procédés de production non polluants, l'établissement d'un Plan national de lutte contre les pollutions, l'installation dans chaque région d'un Institut d'analyse et de contrôle des pollutions, (à la gestion duquel participeront les associations de défense de la nature), l'abaissement du taux de la T.V.A. sur les objets provenant de produits de récupération, etc.

Pour maîtriser l'énergie nucléaire, le MRG propose — dès son comité directeur du 30 avril dernier — un moratoire nucléaire d'au moins un an, un grand débat démocratique permettant la plus large information des Français et, à son issue, une vaste procédure démocratique, qui pourrait être un référendum.

Enfin, le MRG réclame un développement des économies d'énergie, une diversification des sources d'énergie et le recours actif aux énergies nouvelles.

Aujourd'hui comme hier, le Congrès radical retrouve sa vocation profonde : **libérer.** Libérer chacun des carcans et des contraintes inutiles qui pèsent sur lui, pour qu'il trouve une vie plus libre, plus heureuse.

A ses plus grandes heures, notre parti a été un parti d'avant-garde, à la pointe du combat pour la liberté. Il le redevient aujourd'hui.

Vu, le Candidat
Jean ETTORI

Sopizet - Thonon